



## Quand votre "liberté d'expression" vous coûte votre compte bancaire

Imaginez-vous réveiller un matin et découvrir que votre compte bancaire est gelé — non pas pour fraude, mais simplement à cause de vos opinions. Bienvenue dans un monde où la censure ne se contente pas de supprimer des mots — elle paralyse des vies.

*Felix Abt*

lun. 03 nov. 2025

La censure ne se limite plus au domaine numérique. Les réseaux sociaux peuvent bloquer du contenu — mais les banques peuvent faire exactement la même chose, discrètement et en toute invisibilité. Elles peuvent vous couper l'accès à votre argent, à vos moyens de subsistance, aux outils mêmes de votre indépendance. Bienvenue dans l'ère de la censure financière.

En tant que YouTuber, j'ai appris à la dure que la liberté d'expression a un prix. Publiez quelque chose de «trop politiquement incorrect» — et soudain, bam — vous êtes démonétisé. Montrez une photo iconique en noir et blanc de [Josephine Baker](#), qui se produisait topless à Berlin il y a un siècle, et votre vidéo est bloquée — accompagnée d'un avertissement menaçant l'existence votre chaîne. Critiquez le Grand Israël, et votre [compte Twitter](#) disparaît dans les limbes du shadow-banning — sous le regard d'Elon Musk, l'autoproclamé champion de la liberté d'expression.

Même les plateformes qui accueillaient autrefois mon travail, comme [Medium](#), peuvent se montrer froides du jour au lendemain — me bannissant sans explication, comme si je n'avais jamais existé. Bienvenue dans une époque où dire ce que l'on pense peut vous coûter non seulement votre voix, mais vos moyens mêmes d'existence.

**La censure sur les réseaux sociaux est visible. Mais rares sont ceux qui réalisent que les institutions financières peuvent — et font déjà — la même chose : elles peuvent fermer votre compte bancaire uniquement à cause de vos convictions.**

## La fermeture des comptes de Panquake : quand les banques « militarisent » la finance

*« Les institutions financières décident désormais qui peut parler — et qui peut survivre. »*

Dans une [interview avec Kim Iversen](#), l'ancien lanceur d'alerte de la CIA John Kiriakou a analysé le phénomène de “*debanking*” — lorsque les banques ferment des comptes pour des raisons politiques plutôt que légales. Le cas central : **Panquake**, une startup technologique axée sur la confidentialité.

### *1. Le cas Panquake : un combat juridique qui fait jurisprudence*

- **L'incident** : Les comptes bancaires islandais de Panquake ont été gelés sans explication ni procédure régulière. L'Islande n'est pas dans l'UE mais entretient des liens étroits — comme avec les accords Schengen.
- **La société** : Une startup verte alimentée par l'énergie géothermique, fondée par des personnes au casier vierge. Ses principes : **confidentialité, sécurité, transparence**.
- **Le mobile** : Kiriakou suggère que le debanking était **politiquement motivé** — le soutien de Panquake aux lanceurs d'alerte comme Julian Assange et Edward Snowden en faisait une cible. L'objectif ?

*« Étouffer l'entreprise dans l'œuf. »*

- **La réponse juridique :** Panquake se défend en Islande avec l'équipe juridique de WikiLeaks, mais la loi islandaise ne reconnaît pas le processus de *discovery* — une procédure civile, surtout utilisée aux États-Unis, où les parties doivent divulguer informations, preuves et documents pertinents. Cela rend difficile de contraindre la banque à révéler ses communications internes.
- **Les enjeux :** Les fonds ont depuis été débloqués — mais le combat est **une question de principe, pas d'argent**. L'objectif : empêcher les banques de discriminer en fonction des opinions politiques.

## 2. *Le "debanking" comme outil de censure généralisé*

- **L'expérience personnelle de Kiriakou :** Après avoir révélé la torture par la CIA, il a été systématiquement *debanked*. **Bank of America** et **USAA** (une grande institution financière américaine initialement créée pour offrir des services bancaires et d'assurance aux militaires et vétérans) ont rompu leurs relations avec lui. Les banques locales l'ont immédiatement rejeté également.
- **Une tendance générale :** L'histoire de Panquake reflète l'effondrement de Parler : retiré des stores, coupé des banques — fermé de facto. Parler, qui se présentait comme une « *zone de liberté d'expression* » pour les voix conservatrices avec des millions de followers, a finalement été retiré de Google, Apple et Amazon. De même, Panquake a subi l'exclusion financière en Islande, montrant que la censure peut s'étendre au-delà des réseaux sociaux jusque dans le système financier.

*« L'accès aux services financiers est devenu un mécanisme de contrôle de la parole. »*

- **Exemple récent :** Selon Kiriakou, Amazon a annulé un événement pour le Mois du patrimoine arabo-américain avec seulement 48 heures de préavis — vraisemblablement à cause d'un message pro-palestinien. La censure des entreprises et la censure financière sont **les deux faces d'une même pièce**.

## 3. *« Know Your Customer » (KYC) vs. confidentialité*

- **Des intentions louables au contrôle politique :** Les lois *Know Your Customer* (KYC) étaient destinées à lutter contre le blanchiment d'argent et la traite d'êtres humains — mais servent désormais de filtre politique.
- **Un principe de liberté :** Les banques ne devraient pas décider de la moralité ou de la politique de leurs clients. C'est le rôle des forces de l'ordre.

*« Apple a refusé de débloquent le téléphone d'un terroriste. Les principes comptent — même dans les cas extrêmes. »*

- **La pente glissante** : Sacrifier la liberté pour la sécurité érode les droits fondamentaux. La logique du vice-président américain Cheney — « *enfermer 100 hommes innocents pour attraper un seul coupable* » — illustre le danger.

## Conclusion

Le *debanking* est un enjeu discret mais puissant dans la guerre contre la liberté d'expression et la protection de la vie privée. Le pouvoir financier est utilisé comme une arme par des acteurs corporatifs et étatiques pour faire taire les voix dissidentes. Protéger l'inclusion financière — **quelle que soit la conviction politique** — est essentiel.

*« Si l'accès à l'argent peut être refusé à cause de vos opinions, la liberté elle-même devient un privilège, et non un droit. »*

### *Autres cas de debanking*

- **Nigel Farage (Royaume-Uni)** : Coutts a fermé son compte, invoquant un “*risque réputationnel*” et, probablement, ses opinions politiques.
- **Couple pro-palestinien (Royaume-Uni)** : Yorkshire Building Society a fermé leur compte sans explication.
- **Jeune nationaliste australien** : Bendigo Bank a clôturé son compte en invoquant des “*intérêts légitimes*”, très probablement pour des raisons politiques.
- **Sam Brownback (États-Unis)** : L'ancien gouverneur du Kansas affirme que JPMorgan Chase a fermé son compte en raison de ses opinions conservatrices et religieuses.
- **Parti AfD (Allemagne)** : Volksbank Düsseldorf-Neuss a fermé le compte d'une antenne locale “*pour des raisons commerciales*” avant les élections.
- **Expatriés suisses** : Imaginez des décennies de confiance avec votre banque soudainement annihilées du jour au lendemain. De nombreux Suisses vivant à l'étranger, moi y compris, ont vécu exactement cela. Des banques ont fermé des comptes de longue date — **non pas pour fraude**, mais en raison de réglementations américaines comme le FATCA, qui exigent des déclarations sur les contribuables américains. Par crainte de sanctions et pour se conformer aux règles, les banques ont coupé des services essentiels, laissant les expatriés lutter pour accéder à leur propre argent.

# Als Auswanderer plötzlich ohne Konto

Von Martin Spieler, 18. Februar 2019

Tages-Anzeiger



Titre du journal suisse *Tages-Anzeiger* : « Des expatriés privés soudainement de compte bancaire »

*"Même en respectant la loi et en gérant vos affaires honnêtement, vous pouvez être bloqué par le système bancaire, simplement à cause de l'endroit où vous vivez ou de vos obligations fiscales."*

## *Tendances générales*

- Les banques citent rarement la politique ouvertement. À la place, elles évoquent : « *risque réglementaire/de conformité* », « *risque réputationnel* », « *décision commerciale* ».
- Les processeurs de paiement (Stripe, PayPal, AWS) peuvent “*debanker*” des plateformes en coupant les revenus ou l’hébergement — Gab et Parler en sont des exemples.
- Les protections varient énormément. Les fermetures de comptes restent opaques, rendant difficile de prouver un biais politique.

## En résumé

La censure financière est bien réelle. De la démonétisation sur les réseaux sociaux aux fermetures de comptes bancaires silencieuses, les institutions qui contrôlent votre argent peuvent **faire taire votre voix**.

*« Si vous dépendez d'elles pour vivre, parler ou entreprendre, votre liberté est en jeu. Comprendre cela est le premier pas pour la défendre. »*

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse